Rôle de la séance publique du 26/06/2025 à 10h00

Président : Monsieur CAMENEN
Assesseures : Madame BAHAJ et Madame FLORENT
Greffière : Mademoiselle MALAGOLI

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme JANICOT**01) N° 2400379 RAPPORTEURE : Mme FLORENT**

Demandeur M. X CABINET ARVIS AVOCATS
Défendeur PREFECTURE DES YVELINES
MINISTERE DE L'INTERIEUR
Autres parties COMMUNE DE LA QUEUE-LEZ-YVELINES

Requête de M. X contre le jugement n° 2310001 du 8 décembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Versailles a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté n° 2023-137 du 5 décembre 2023 par lequel le préfet des Yvelines a mis en demeure les propriétaires et occupants du parking du supermarché Auchan de la commune de la Queue lez Yvelines d'évacuer les lieux dans un délai de 48 heures et à défaut d'avoir recours le cas échéant au concours de la force publique.

02) N° 2400384 RAPPORTEURE : Mme FLORENT

Demandeur M. X CABINET ARVIS AVOCATS
Défendeur PREFECTURE DES YVELINES
MINISTERE DE L'INTERIEUR
Autres parties COMMUNE DE GALLUIS

Requête de M. X contre le jugement n° 2310270 du 16 décembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Versailles a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté n° 2023-140 du 11 décembre 2023 par lequel le préfet des Yvelines a mis en demeure les propriétaires et occupants des véhicules et résidences mobiles stationnés sur le parking de l'ancienne casse automobile Casseco situé route de Boissy-sans-Avoir, à Galluis, de quitter les lieux dans un délai de 48 heures à compter de sa notification, sous peine de recourir au concours de la force publique.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme JANICOT

03) N° 2500557

RAPPORTEURE : Mme FLORENT

Demandeur	HOPITAL NORD-OUEST-VAL-D'OISE	SARL LE PRADO - GILBERT
	RELYENS MUTUAL INSURANCE	SARL LE PRADO - GILBERT
Défendeur	M. Y	AARPI META
	Mme Z	AARPI META
	M. A	AARPI META
	Mme B	AARPI META
	M. C	AARPI META
	M. D	AARPI META
	CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE L'OISE	Me DE BERNY

Sur renvoi du Conseil d'Etat (décision n° 491577 du 18 février 2025 annulant l'arrêt n° 21VE0260 du 15 décembre 2023 de la cour administrative de Versailles et renvoyant devant la cour) : Requête du centre hospitalier intercommunal (CHI) les Portes de l'Oise et de la société hospitalière d'assurances mutuelles (SHAM) contre le jugement n° 1806784-1807371 du 13 juillet 2018 par lequel le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a condamné le CHI les Portes de l'Oise à verser à M. Y une somme de 431 127 euros au titre de l'indemnisation de ses préjudices jusqu'à la date du jugement et une somme de 218 968 euros au titre de ses frais futurs, à Mme Z une somme de 9 500 euros, à M. A, Mme B, M. C et à M. D la somme de 4 000 euros chacun et à la caisse primaire d'assurance maladie de l'Oise une somme de 376 754,63 euros.

04) N° 2500898

RAPPORTEURE : Mme FLORENT

Demandeur	COMMUNE DE PUISEUX	SELALS MARTIN-SOL
	COMMUNE DU BOULLAY-MIVOYE	SELALS MARTIN-SOL
Défendeur	Mme F	AARPI JUNON AVOCATS

Requête en sursis à exécution des communes de Puisieux et du Boullay-Mivoye contre le jugement n° 2203754, 2302902 et 2302904 du 11 février 2025 par lequel le tribunal administratif d'Orléans a annulé les arrêtés du maire de la commune de Puisieux du 6 octobre 2022 et 25 janvier 2023 ainsi que les arrêtés du maire de la commune du Boullay-Mivoye du 5 octobre 2022 et du 19 janvier 2023 et a enjoint aux communes de Puisieux et du Boullay-Mivoye de rétablir Mme F dans ses fonctions dans un délai de quinze jours suivant la notification du jugement.

Rôle de la séance publique du 26/06/2025 à 11h00

Président : Monsieur CAMENEN

Assesseures : Madame BAHAJ et Madame FLORENT

Greffière : Mademoiselle MALAGOLI

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme JANICOT

01) N° 2201009

RAPPORTEURE : Mme BAHAJ

Demandeur	SOCIETE SOBECA	SCP DUCROT & ASSOCIES - DPA
Défendeur	SYNDICAT MIXTE OUVERT YVELINES NUMERIQUES	CITYLEX AVOCATS

Requête de la société SOBECA contre le jugement n° 2001544 en date du 1er mars 2022 par lequel le tribunal administratif de Versailles n'a fait droit que partiellement à sa demande en condamnant le syndicat mixte ouvert (SMO) Yvelines Numériques à lui verser la somme de 16 323,04 euros TTC et en rejetant le surplus de sa requête.